

Retraités agricoles et pouvoir d'achat

Par M. Claude BERGER, Président de la SNAE – octobre 2008

Quand les retraités de l'Agriculture manifestent (Dijon – Clermont-Ferrand), qu'ils s'en vont alerter les préfets dans chaque département, qu'ils s'expriment dans les Assemblées Générales des SDAE, à la MSA ou à toutes autres occasions, c'est bien que leur inquiétude grandit.

Les retraites agricoles restent les plus faibles dans notre pays. Malgré des améliorations, au cours de ces 10 dernières années, les "poches de pauvreté" dénoncées par le Président Nicolas Sarkozy sont nombreuses dans nos campagnes.

Toutes ces personnes, dont un certain nombre sont veufs ou veuves voient leur pouvoir d'achat se dégrader. Quand la retraite est inférieure à 500 euros par mois et que ce montant est sérieusement utilisé pour les frais fixes, qui eux, ont fortement augmenté, que reste-il ? Ces personnes ne font pas de dépenses superflues et sont parfois amenées à prélever sur leurs économies, sur leur capital pour payer les soins indispensables qu'ils soient à domicile ou en maison de retraite.

Dans les plus jeunes générations, les besoins de la vie courante ont augmenté fortement. Les moyens de communication, tous confondus du portable à internet viennent aussi ponctionner les budgets. Et on entend crier "haro" sur les prix des produits agricoles et sur la baisse du pouvoir d'achat.

Ces retraités sont inquiets. Les dépenses nécessaires pour ne pas dire indispensables (nourriture, logement, soins, chauffage, etc...) ne sont pas compressibles ou si peu. Leur fierté, leur dignité, leur isolement font qu'ils ne sollicitent peu la société, leur environnement, la collectivité. Il est donc, de notre devoir, de notre mission dans nos départements, dans nos villages d'être attentifs à des situations difficiles, voire de détresse.

Notre combat pour faire améliorer ces situations est permanent. Toutes ces personnes, qui ont pourtant beaucoup travaillé doivent pouvoir vivre dans la dignité... La solidarité nationale doit intervenir pour maintenir le pouvoir d'achat dont ils ont besoin.